

DR. QU DONGYU

CANDIDAT AU POSTE DE
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO

Contact

Adresse : 11 Nongzhanguan Nanli, Beijing, Chine, 100125

Tél : 0086-10-59191338

Fax : 0086-10-59191346

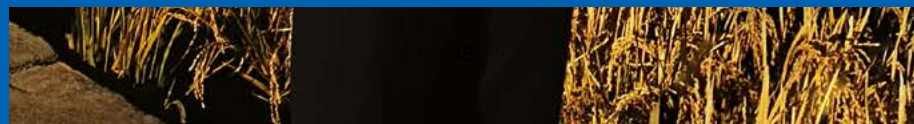
E-mail : UPFAO_QU_CHINA@163.com

DR. QU DONGYU

CANDIDAT AU POSTE DE
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO



**CONSTRUIRE UNE FAO DYNAMIQUE
POUR UN MONDE MEILLEUR**





Construire une FAO dynamique pour un monde meilleur

En tant que candidat recommandé par le gouvernement chinois au poste de directeur général de la FAO (2019-2023), j'ai le grand honneur de vous présenter mon programme sur les moyens de renforcer le rôle et l'influence de l'Organisation pour offrir de meilleurs services aux pays membres afin qu'ils réalisent le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Je suis né dans un village chinois dans les années 1960. Durant cette période, toute la Chine était en proie à la famine. La sensation de faim connue dans l'enfance est restée gravée en moi. Quand j'avais une dizaine d'années, j'ai entendu pour la première fois parler du riz hybride cultivé par le professeur Yuan Longping. J'ai alors réalisé que les technologies agricoles avaient le pouvoir magique de produire suffisamment de nourriture pour la population. Je me suis ainsi décidé à consacrer plus tard toute ma vie à l'agriculture, au développement rural, et dans l'intérêt des paysans.

J'ai personnellement été le témoin des changements énormes dans l'agriculture et les régions rurales de Chine que la réforme et l'ouverture ont apportés depuis les quatre décennies. La Chine, un grand pays en développement, est peuplée de 1,4 milliard d'habitants, dont 40 % sont des ruraux. Les personnes engagées dans les petites exploitations agricoles de moins de 3 hectares représentent 90 % de la population rurale chinoise ; de plus, il existe plus de 3 millions de fermes agricoles familiales de taille plus grande, et 15 millions d'agriculteurs professionnels. Il y a 40 ans, la Chine s'est lancée dans un grand périple qui a conduit au développement remarquable de l'agriculture et des régions rurales. Cela a permis au pays de nourrir 20 % de la population mondiale avec 9 % des terres cultivables du globe, de sortir 750 millions de Chinois de la pauvreté, et le taux d'extrême pauvreté a été réduit à moins de 2 %. Le niveau de vie des agriculteurs s'est grandement amélioré.

I. Gloire et mission de la FAO

Il y a 74 ans, la FAO a été créée en s'engageant à « construire un monde libéré de la faim et de la malnutrition ». Depuis cette date, l'Organisation remplit fidèlement ses quatre fonctions, en tant que centre d'information et forum politique, ainsi qu'en matière d'élaboration de normes et de promotion du développement. Ses efforts ont grandement contribué au développement de l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la nutrition, à l'éradication de la pauvreté et de la famine, à la lutte contre les calamités, et à la promotion du développement rural à travers le monde.

L'histoire n'oubliera pas MM. David Lubin et Frank Lidgett

McDougall ainsi que de nombreux autres précurseurs qui ont mené des travaux pionniers dans la création et le développement de l'Organisation. Nous n'oublierons pas chacun des directeurs généraux et des membres du personnel de la FAO, qui ont travaillé d'arrache-pied pour remplir la mission de l'Organisation. Nous n'oublierons pas non plus les responsabilités collectives et les actions conjointes des pays membres qui ont fait de la FAO une organisation plus forte et meilleure. Tout cela sera à jamais gravé dans l'histoire et les générations futures seront éternellement reconnaissantes.

Le monde connaît actuellement de grands développements, transformations et réajustements. L'alimentation et l'agriculture sont essentielles pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et l'agriculture en particulier est l'instrument le plus inclusif pour mettre un terme à la pauvreté et à la famine. Je suis convaincu que grâce à ses avantages comparatifs, son expérience riche et son expertise unique dans le développement durable, la FAO est en excellente position pour agir en tant que promotrice afin d'aider tous les pays à atteindre les objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Devant cette tâche immense et les attentes de centaines de millions de personnes, le temps presse. Il est désormais grand temps que nous ayons une connaissance approfondie des problèmes, que nous clarifions les priorités et que nous relevions les défis avec courage en engageant des actions effectives. En tirant le meilleur parti possible des avantages de la FAO, nous devons concentrer tous nos efforts sur les questions clés relatives à l'alimentation et à l'agriculture, et faire en sorte qu'au-

cun pays ne relève seul les défis qui l'assaillent, que personne ne reste à la traîne dans la lutte contre la faim et la pauvreté, ainsi que dans la recherche d'un développement équilibré, inclusif et durable.

II. L'alimentation et l'agriculture dans le monde : nouveaux défis et problèmes de fond

Le temps apporte son lot d'épreuves, mais les problèmes peuvent aussi être une source de progrès. Il est prévu qu'avec l'augmentation de la population mondiale, nous approcherons la barre des 10 milliards d'habitants au milieu de ce siècle. Les ressources naturelles et l'environnement feront inévitablement face à des pressions croissantes, et la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde seront confrontées à des défis plus substantiels. Qui dit défis dit responsabilités accrues pour la FAO. Et le temps presse.

2.1 La faim et la malnutrition demeurent des problèmes sérieux

Le fait d'être à l'abri de la faim est le droit de l'homme le plus fondamental. La civilisation humaine au XXI^e siècle possède toutes les conditions nécessaires ainsi que les capacités d'éradiquer la faim. La situation se détériore malgré tout. En raison des changements climatiques et des conflits régionaux notamment, le nombre de personnes souffrant de la faim s'est accru depuis 2016 pour atteindre 821 millions en 2018, soit une personne sur neuf dans le monde qui s'endort le ventre vide. En outre, 2 milliards de personnes sont affectées par la carence en micronutriments. Et 40 % des adultes âgés de plus de 18 ans

souffrent de maladies non contagieuses présentant des degrés variés de gravité. Sans la sécurité alimentaire et la nutrition, la paix et le développement n'ont aucune chance.

2.2 Les changements climatiques présentent des risques croissants pour l'agriculture

L'agriculture est globalement un secteur tributaire du climat. Les changements climatiques peuvent provoquer des sécheresses et des inondations plus fréquentes et plus intenses, la propagation à grande échelle des ravageurs, des nuisibles et des maladies, ainsi que la dégradation des écosystèmes. Par ailleurs, l'agriculture doit également assumer des responsabilités et faire face à des pressions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et atténuer les changements climatiques. Les régions arides sont plus vulnérables aux changements climatiques que les autres. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les précipitations vont diminuer de 20 à 40 %, avec une hausse des températures de 2°C. Les écosystèmes locaux sont fragiles et les agriculteurs dépendent fortement de l'aridoculture pour leur subsistance, et leur capacité de résistance aux catastrophes naturelles est limitée. Les changements climatiques ont également des impacts négatifs sur la production agricole dans les régions tempérées et tropicales de basse et moyenne latitude. Ces régions sont les principales zones de production de blé, de riz, de maïs et de soja. Sans nouvelles mesures pour adapter l'agriculture aux changements climatiques, l'insécurité alimentaire mondiale s'aggraverait.

2.3 L'épuisement des ressources et la pollution environnementale sont des problèmes pressants

La raréfaction des ressources et la pollution environnementale vont de pair. Il existe une grave pénurie d'eau et de terres arables, et la déforestation, l'exploitation forestière illégale ainsi que la pêche illégale restent des problèmes graves. La demande mondiale en nourriture est cependant en hausse. Près de 70 % de l'eau douce disponible dans le monde est utilisée pour l'agriculture, un chiffre qui devrait augmenter de 19 % d'ici 2050. L'utilisation excessive et inappropriée d'intrants a provoqué la pollution de sources diffuses, alors que la surexploitation des terres a entraîné la baisse de fertilité et la réduction de matières organiques des sols. La biodiversité alimentaire et agricole est en train de disparaître. Sur 6 000 espèces de plantes alimentaires, 9 représentent à elles seules 66 % des récoltes totales, et 26 % des 7 745 races de bétail sont menacés d'extinction, rendant les écosystèmes plus homogènes et fragmentés.

2.4 Les risques relatifs aux ravageurs et maladies transfrontaliers des animaux et des plantes augmentent

La propagation transfrontalière des épidémies de maladies animales et végétales menace la santé humaine et le développement socio-économique. Ces dernières années, la grippe aviaire, la fièvre aphteuse et la peste porcine africaine sont devenues endémiques dans certains pays. Les épizooties émergentes sont en augmentation rapide. Les organismes nuisibles

soumis à la quarantaine comme le légionnaire d'automne, la sauterelle et la cicadelle du riz ont un impact catastrophique sur l'agriculture de certains pays et régions. Chaque année, les dégâts causés par les organismes nuisibles comptent pour de 20 à 40 % des pertes de rendements agricoles mondiaux.

2.5 L'éradication de l'extrême pauvreté et la réalisation d'un développement rural sain restent des tâches difficiles et de longue haleine

Alors qu'un nombre croissant de ruraux migrent vers les villes en raison de l'urbanisation, les zones rurales dans beaucoup de pays sont en déclin, comme le montrent les faibles perspectives d'emploi des jeunes ruraux, la progression lente des revenus, l'extrême pauvreté, la « désertification » et la « marginalisation » du monde rural, ainsi que le vieillissement continu des populations rurales.

Les défis et les opportunités sont les deux faces d'une même médaille. Ceux qui s'adaptent auront de meilleures chances de survie. Ces dernières années, toutes les régions dans le monde ont déployé des efforts substantiels afin de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier les objectifs visant à parvenir à la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition, et à venir à bout de la faim et de la pauvreté. En 2015, l'Union africaine a adopté l'*Agenda 2063*, coup d'envoi de la modernisation de l'agriculture sur le continent pour aider à l'éradication de la pauvreté. En 2015, la Communauté d'États latino-américains et caraïbes a adopté le *Plan d'action pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'éradication de*

la faim, s'engageant à éradiquer la faim d'ici 2025. L'Asie veille à accroître la productivité de l'agriculture, en mettant en œuvre la « Croissance bleue », afin de garantir la sécurité alimentaire des deux tiers de la population mondiale.

L'agriculture de nombreux pays, en particulier celle des pays en développement, est confrontée à de nombreuses pressions telles que l'intensification de la concurrence, le retard de la capacité globale et la hausse de la demande, et éprouve des difficultés à passer d'un secteur traditionnel à un secteur moderne. Il s'agit aussi d'une transition de l'exploitation extensive marquée par la grande consommation de ressources à un développement durable économe en ressources, de la recherche de la seule quantité à une importance égale accordée à la quantité et à la qualité, et de la garantie des moyens de subsistance à la création de valeur ajoutée et l'augmentation de la rentabilité.

Tous les chemins mènent à Rome. Afin d'accélérer la modernisation de l'agriculture et des zones rurales, il convient d'adopter des politiques et des approches différentes en fonction des pays, régions et secteurs, compte tenu de leurs conditions spécifiques. Chaque petite avancée effectuée au niveau individuel chaque année constituera un pas de géant pour le développement mondial de l'alimentation et de l'agriculture !

III. Nos réflexions et actions

Nous sommes ce que nous pensons et une pensée différente mène à des voies différentes. Il est important que nous fassions preuve de fermeté et de courage, de persistance et de persévérance dans notre travail. Nous devons faire des en-

quêtes et des recherches pour connaître en profondeur une situation et scinder les grands problèmes en petits problèmes pour en faire une analyse détaillée et systématique. Nous devons voir les avantages lorsque la situation est désavantageuse, et ne pas perdre espoir lorsque nous sommes confrontés à des difficultés. Nous devons tirer parti de notre sagesse collective pour aider les populations vulnérables et rester unis pour réaliser des progrès remarquables. En nous focalisant à l'objectif « Zéro Faim », nous devons œuvrer à réaliser les « quatre améliorations » : une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure. Elles ont toutes pour objectif ultime de faire en sorte que les agriculteurs soient plus heureux, les zones rurales plus attrayantes et notre monde plus beau.

Une meilleure production signifie la combinaison rationnelle entre les éléments avancés, les modes d'organisation efficaces et une large participation des agriculteurs. L'objectif est d'augmenter les revenus des agriculteurs par les rendements unitaires plus élevés, une productivité du travail accrue, une utilisation optimale des ressources et une commercialisation accrue des produits agricoles.

Une meilleure nutrition signifie une augmentation de la productivité agricole globale et la production des aliments suffisants, sûrs et de haute qualité pour la croissance et au développement des populations, pour assurer une production efficace et une consommation équilibrée, et aider à prévenir la multiplication des maladies non contagieuses causées par la malnutrition.

Un meilleur environnement signifie le développement de l'agriculture ciblée et de l'agriculture circulaire, l'utilisation optimale des pesticides et des engrais, la promotion de la gestion durable des ressources forestières et maritimes, la protection de la biodiversité, l'optimisation de l'organisation spatiale des différentes fonctions de l'agriculture, notamment la production alimentaire, les paysages écologiques, l'agrotourisme, et le développement d'une agriculture intelligente face au climat.

Une vie meilleure signifie la promotion du développement industriel rural, la facilitation de l'intégration de l'informatique dans l'agriculture, l'encouragement de l'utilisation de machines agricoles et d'une gestion intelligente, et la promotion de nouvelles industries, de nouveaux modèles d'activités ainsi que les opportunités d'entrepreneuriat et d'emplois. L'objectif est d'accroître les revenus des agriculteurs, d'améliorer l'environnement et l'assainissement dans les zones rurales, d'enrichir la vie culturelle des habitants des zones rurales, d'étendre la couverture de la sécurité sociale et de rendre la vie des agriculteurs plus heureuse.

3.1 Prendre des mesures pour répondre aux principaux défis

Action 1 : Se concentrer sur « Zéro Faim » et l'éradication précise de la pauvreté

Les gouvernements et les populations partagent la même vive volonté à éliminer la pauvreté et la faim. Assurer une nutrition de base aux nourrissons et aux enfants de moins de mille jours, ainsi qu'aux femmes, aux personnes fragiles, aux per-

sonnes souffrant de maladies et touchées par un handicap doit être notre ligne de fond. La FAO doit continuer à redoubler d'efforts avec ses pays membres pour atteindre cet objectif.

Premièrement, nous devons accorder une attention accrue aux régions défavorisées et aux populations spéciales. Les régions défavorisées comprennent surtout une centaine de pays en développement dans les zones tropicales, les zones sèches et des petites îles. Les populations spéciales comprennent les enfants, les personnes souffrant de maladies, les personnes handicapées, les personnes âgées et les femmes, qui vivent dans les zones rurales, et les populations rurales qui ont la capacité de travail mais n'ont pas d'opportunités d'emploi et de développement, les jeunes en particulier.

Deuxièmement, nous devons activement promouvoir la production agricole. Il convient de transformer l'agriculture à l'aide des technologies avancées et pratiques, favoriser l'augmentation du niveau agricole en propageant des variétés de qualité à haut rendement et de nouvelles technologies aux agriculteurs, de sorte à transformer les récoltes expérimentales en récoltes sur le terrain. Les petits exploitants agricoles doivent être aidés pour développer les exploitations traditionnelles, comme l'élevage du bétail, l'économie rurale familiale, et l'agrotransformation. Il faut promouvoir la mécanisation de l'agriculture pour réduire les pertes après les récoltes.

Troisièmement, nous devons renforcer les capacités des petits exploitants agricoles. Il est important d'investir dans les ressources humaines dans les régions pauvres, et de mettre en place des programmes de formation sur toute la chaîne

industrielle pour les petits exploitants agricoles. Il convient de soutenir une plus grande application de l'informatique dans les zones rurales et développer le e-commerce pour accroître les ventes des produits agricoles et les valoriser. Les coopératives agricoles et les exploitations familiales doivent être encouragées à s'associer avec les petits exploitants agricoles, afin d'améliorer efficacement la petite exploitation agricole.

Quatrièmement, nous devons regrouper les ressources globales. Il est essentiel de travailler avec les gouvernements, de renforcer les mécanismes coopératifs, de coordonner les institutions financières internationales et le secteur privé, et de canaliser les diverses ressources vers les régions défavorisées et les populations spéciales dans le monde.

Action 2 : Se concentrer sur les faiblesses dans l'agriculture tropicale

Les pays tropicaux, qui sont nombreux et se répartissent sur une vaste échelle, où les ruraux et les personnes souffrant de la faim représentent une grande proportion de la population totale de ces pays, sont le principal champ de bataille de l'éradication de la pauvreté et de la faim. Parmi les 137 pays et territoires tropicaux, 97, soit 41,6 %, ont un PIB par habitant inférieur à la moyenne mondiale ; 117 abritent 81,9 % de la population rurale mondiale ; 500 millions de personnes souffrent de la faim chronique, soit 60 % du total mondial.

Les pays tropicaux se trouvent confrontés à cinq faiblesses majeures en matière de développement agricole : manque de capacités de résistance aux changements climatiques, faible niveau

de développement industriel, faible normalisation de la production, manque de technologies, insuffisance de la formation des ressources humaines. Compte tenu de ces circonstances, nous devons soutenir les pays concernés dans les domaines suivants : la protection et l'utilisation durable des ressources agricoles et de la biodiversité, la conception du système « Un pays, un secteur agricole spécialisé », le renforcement de l'équipement et des technologies pour la transformation post-récolte des produits agricoles, l'amélioration du réseau logistique de la chaîne du froid, la mise en place d'un système de gestion pour la qualité et la sécurité des produits agricoles, la promotion de l'échange et du partage des technologies avancées et pratiques, la formation et les échanges des personnes, etc., afin de réaliser un développement agricole marqué par l'ouverture et la coopération gagnant-gagnant dans les zones tropicales. La Plateforme pour l'agriculture tropicale du G20 est nécessaire pour contribuer davantage au développement de l'agriculture et des zones rurales dans les régions tropicales.

Action 3 : Se concentrer sur les goulets d'étranglement en prêtant davantage attention à l'agriculture dans les zones arides

La sécheresse et la pénurie d'eau présentent un défi majeur à l'agriculture mondiale. Les terres arables dans les zones arides mondiales représentent 83 % du total mondial. Les zones arides abritent 30 % de la population mondiale, réparties sur une centaine de pays, dont 90 % sont des pays en développement. En raison du climat aride, des terres stériles, de la faiblesse des infrastructures et de la prédominance des petites exploitations agricoles, les zones arides connaissent un accroissement de la

faim et de la pauvreté. La moitié des personnes appauvries dans le monde vivent dans les zones arides et 16 % souffrent de pauvreté chronique, devenant le « point chaud » de la lutte mondiale contre la pauvreté. Mais si nous regardons le bon côté des choses, ces régions bénéficient d'un potentiel remarquable en raison d'un ensoleillement abondant et de nombreux produits alimentaires spéciaux de bonne qualité. Les terres cultivées dans le cadre de l'agriculture pluviale en zone aride sont présentes en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie de l'Ouest, en Afrique du Nord, en Asie du Sud et en Asie de l'Est. L'agriculture en zone aride produit 60 % des approvisionnements en alimentation dans le monde, et abrite 50 % du bétail dans le monde. Les récoltes de dattes, de papayes, de noix de cajou, d'olives notamment proviennent toutes de ces zones arides.

La FAO doit agir avec les pays membres concernés pour éliminer ces goulets d'étranglement du développement dans les zones arides. Il faut notamment : soutenir les pays membres dans l'établissement d'une structure agricole et d'un système de culture rationnels pour éliminer les goulets d'étranglement dans la pénurie d'eau et l'infertilité des sols ; adopter un mode de développement intégré de bassin hydrologique pour surmonter le goulet d'étranglement de l'intégration systématique ; accroître la gestion des risques contre la sécheresse pour combler l'absence de gestion des crises ; et renforcer la coopération entre pays membres pour l'innovation dans les systèmes de technologie afin d'éliminer les goulets d'étranglement dans la coordination des politiques.

3.2 Guider le développement agricole et rural durable par l'innovation

Action 4 : promouvoir l'agriculture numérique et le développement numérique rural

La FAO doit aider l'agriculture à passer au numérique. En 2016, la Réunion des ministres de l'Agriculture du G20 a pour la première fois proposé de faire de l'informatisation une priorité dans la modernisation de l'agriculture. Lors de la Semaine verte internationale en 2019, on a proposé de fournir une solution intelligente pour l'agriculture du futur. La communauté internationale partage des vues dans la conception et la mise en place des modèles techniques et des solutions dans l'agriculture numérique qui garantissent une gouvernance plus efficace, un développement plus sain et des bénéfices plus importants.

Il est important que la FAO réponde aux préoccupations de la communauté internationale relatives au développement des petites exploitations agricoles, à la transformation agricole et l'éradication de la pauvreté rurale, afin d'encourager l'agriculture numérique et le développement numérique rural, et de réduire le fossé numérique entre les pays et régions, et entre les villes et la campagne. Il est aussi nécessaire de renforcer la capacité des agriculteurs à utiliser le téléphone intelligent pour valoriser le rôle unique de ce « nouvel instrument agricole », d'élever le niveau d'accès des agriculteurs à l'informatique et de son utilisation dans toute la chaîne industrielle, afin que les agriculteurs bénéficient davantage du dividende numérique.

La FAO doit aussi soutenir le e-commerce dans l'agriculture et les zones rurales pour que les agriculteurs profitent des opportunités du C2C et du C2B. Les entreprises de commerce électronique transnationales doivent être encouragées à fournir des plateformes d'échange aux petites exploitations agricoles, coopératives, fermes agricoles familiales et entreprises de transformation alimentaire pour qu'ils produisent en fonction de la demande tout en respectant les normes. Le développement orienté vers le marché des secteurs locaux spécifiques doit être renforcé dans les pays situés dans les régions tropicales, les zones arides et les petites nations insulaires afin qu'ils découvrent, développent et améliorent leurs produits spéciaux, et réalisent le modèle « de la ferme à la table », selon lequel les produits et spécialités de qualité de divers pays et territoires sont directement au service des consommateurs du monde entier.

Action 5 : Promouvoir les initiatives visant à améliorer l'environnement agricole pour un développement durable

La FAO doit préconiser l'optimisation de la planification spatiale des forces productives de l'agriculture et la transformation du mode de production sur la base des capacités en termes de ressources et d'environnement pour que le secteur soit plus durable avec un impact environnemental minimisé de la production, de la transformation et de la consommation. La capacité de production doit être optimisée et les bénéfices maximisés en relançant les traditions agricoles, en renforçant les technologies et les équipements modernes, en restructurant la chaîne de production globale, et en améliorant la chaîne

d'approvisionnement et en valorisant la chaîne de valeur.

La FAO doit promouvoir l'intégration des plans et ressources pour le développement durable de l'agriculture, et renforcer la coopération dans les technologies, les financements et les investissements, l'échange d'informations et le renforcement de la capacité pour soutenir les initiatives dans le développement agricole durable :

Premièrement, accroître l'efficacité. Nous devons accorder la priorité à la qualité et à la rentabilité du développement agricole en fonction des conditions en termes de ressources et d'environnement, nous efforcer davantage de développer des technologies avancées et à haut rendement pour accroître la productivité agricole et l'efficacité des ressources.

Deuxièmement, promouvoir l'agriculture circulaire. Nous devons aider les petits exploitants agricoles et les fermes familiales dans le développement de l'agriculture circulaire qui combine culture et élevage du bétail.

Troisièmement, améliorer la planification spatiale. Nous devons améliorer la planification spatiale des cultures agricoles, de l'élevage du bétail, des habitations, de la transformation et d'autres activités fonctionnelles dans les zones rurales, promouvoir le développement intégré de l'agriculture, de la sylviculture et de l'élevage, et explorer les multiples fonctions de l'agriculture.

Quatrièmement, l'ajustement structurel. Nous devons adopter une approche de chaîne de valeur (notamment dans la

production, la transformation et la consommation) axée sur la durabilité des ressources et de l'environnement et guider les exploitants à effectuer des ajustements structurels rationnels concernant l'agriculture, la sylviculture, l'élevage et la pêche, à optimiser la combinaison des variétés, et à améliorer la structure de la consommation pour réduire la dépendance et la consommation des ressources en eau et en terres.

3.3 Intensifier les nouveaux partenariats et mécanismes

Le feu flambe quand tout le monde y met du bois. La FAO doit mettre en place des mécanismes permettant de faciliter la communication avec ses pays membres, la collaboration et la connexion de diverses parties en faveur de la complémentarité réciproque, et des mécanismes innovants pour le soutien financier au développement agricole, rural et des agriculteurs. Un mécanisme de coopération horizontale avec les autres agences des Nations unies doit être aussi mis en place, et des efforts doivent être déployés pour établir un système numérique pour la gouvernance de l'alimentation et de l'agriculture mondiales, afin d'établir l'interconnectivité et les partenariats gagnant-gagnant entre entreprises, et entités d'enseignement, de recherche et de pratique. L'accent doit être mis sur les trois coopérations suivantes :

Renforcer la coopération Sud-Nord. La FAO doit encourager la combinaison des avantages des pays développés en termes de financement, de technologie et de gestion avec ceux des pays en développement, comme la richesse des terres et l'abondance de la main-d'œuvre, afin de permettre une interac-

tion approfondie des éléments de développement. Il s'agit par exemple de l'établissement de plateformes de coopération pour encourager les 20 pays développés et 100 grandes entreprises agroalimentaires à développer des partenariats agricoles et commerciaux avec les pays moins développés, petites nations insulaires et pays enclavés, pour faciliter l'accès au marché des petits exploitants agricoles.

Étendre la coopération Sud-Sud et la coopération tripartite. La coopération dans le développement « la main dans la main » entre les pays du Sud doit être étendue. Ayant des atouts différents en termes de ressources, de technologies et de marché agricoles, les pays du Sud peuvent être complémentaires et parvenir à un développement commun. La coopération existante doit être approfondie pour partager les concepts de développement, les politiques, les technologies concrètes et les approches d'innovation dans l'agriculture à travers des portails de coopération Sud-Sud de la FAO. De plus, la FAO doit encourager les 20 grands pays en développement à soutenir la formation chaque année de plus de 5 000 diverses personnes travaillant dans le secteur de l'agriculture pour d'autres pays en développement. Par ailleurs, la FAO pourrait considérer la création de partenariats ciblés entre 200 instituts de recherche agricole de 20 grands pays en développement et les pays les moins développés pour une collaboration dans la recherche sur les technologies avancées et pratiques qui répondent aux besoins des pays sous-développés. Parallèlement, la FAO pourra guider les efforts des 100 entreprises agroalimentaires visant à fournir des services durables et responsables en matière d'investissement, de commerce et d'information agricole dans des pays en développement, afin que les agriculteurs bénéficient

de la croissance et de la valeur ajoutée. La FAO pourrait aussi promouvoir l'innovation dans les modèles de coopération Sud-Sud en organisant des Tables rondes pour la coopération Sud-Sud avec la participation des gouvernements, des universités, des organisations internationales, des institutions financières, du secteur privé et des ONG, afin d'établir un consensus sur la coopération Sud-Sud et la coopération tripartite, et d'élargir la coopération.

Initier la coopération dans les écozones et ceintures agricoles. En fonction des lois naturelles et biologiques de production agricole, la FAO doit orienter la coopération entre les pays situés sur des latitudes similaires ou dans les mêmes écozones agricoles, afin que leur développement durable repose sur des bases solides avec une meilleure capacité et de plus grands bénéfices. Des études comparatives, des échanges et la coopération dans l'agriculture sur les écozones agricoles doivent être initiés pour le partage de l'expérience, des informations et connaissances, et des plateformes de coopération entre entreprises, et entités d'enseignement, de recherche et de pratique doivent être mises en place. La FAO devrait aussi explorer la mise en place de six catégories de partenariats dans différents secteurs, à savoir les produits alimentaires de base, le bétail, l'horticulture, les principales cultures de rapport, les produits de niche et non-alimentaires, et préconiser le mécanisme d'assistance « 1+N » pour différents produits agricoles. Le but est de créer des partenariats pour développer les technologies, effectuer des échanges, favoriser la promotion des produits, et partager les connaissances pour améliorer leur production et leur capacité de transformation, et accroître les bénéfices pour les paysans.

3.4 Accroître la fourniture axée sur la demande de biens publics globaux dans l'alimentation et l'agriculture

En tant que centre global pour la coordination de la politique agricole, centre d'échange des connaissances et des technologies dans l'alimentation et l'agriculture, et centre pour l'élaboration de standards et de normes agroalimentaires internationaux, la FAO doit se renforcer davantage pour être une organisation spécialisée axée sur le savoir, relever sa capacité à fournir un soutien solide en termes de politique, de technologie et d'information à ses membres, et faire tout ce qui est en son pouvoir pour devenir une organisation internationale digne de confiance et fiable qui bénéficie à tous.

La FAO doit renforcer ses avantages dans le recueil et la propagation des connaissances mondiales dans l'alimentation et l'agriculture. Elle devra le faire **en transformant** ses produits phares pour plus de partage des expériences et une analyse plus poussée des questions brûlantes internationales dans l'agriculture et des tendances de développement ; **en créant** de nouveaux types de produits, et en stimulant le développement et le partage des biens publics de la FAO par le biais de l'informatique, de l'intelligence artificielle et des mégadonnées ; **en introduisant** de l'intelligence extérieure par un travail plus étroit avec des instituts de recherche agricole internationaux et nationaux pour un développement conjoint et le partage des produits intellectuels ; et **en développant** des biens publics efficaces, pertinents et facilement diffusés pour différents groupes d'utilisateurs dans différents pays et régions.

La FAO doit développer ses atouts dans le travail normatif global sur l'alimentation et l'agriculture. Elle devra le faire **en renforçant** le travail sur le Codex alimentaire et la Convention internationale sur la protection des végétaux relatif au développement des normes pour établir des normes internationales scientifiques et correspondant à la situation nationale et à la phase de développement de tous les pays ; **en aidant** les pays à participer à l'élaboration, à l'expérimentation et à la vulgarisation des normes agricoles internationales ; **en renforçant** les capacités des pays membres dans les domaines de la consultation et la mise en œuvre des règles internationales ; et **en accroissant** le travail normatif sur la durabilité agricole afin de fournir des services de guide aux producteurs et consommateurs.

La FAO doit renforcer sa position en tant que centre d'intervention global pour les crises alimentaires et agricoles. Elle devra le faire **en améliorant** le Système de prévention d'urgence pour les nuisibles, les ravageurs et les maladies transfrontalières (EMPRESS), notamment par le biais des programmes de contrôle conjoints des maladies animales avec l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation mondiale de la santé animale, en particulier pour les zoonoses, afin de garantir la réalisation de l'objectif « Une seule santé » ; **en améliorant** le recueil d'informations et l'analyse de statistiques sur l'agriculture ; **en renforçant** la surveillance et l'alerte précoce dans l'agriculture mondiale ; **en accroissant** la capacité de réponse aux crises et aux risques dans l'alimentation et l'agriculture ; et **en coordonnant** les multiples parties prenantes pour des actions de suivi.

La FAO doit assumer un rôle effectif dans le renforcement des capacités des pays membres. Elle devra le faire **en aidant** les pays membres en développement à organiser des formations aux agriculteurs, surtout aux femmes et jeunes ruraux, afin de faire changer leur destin grâce aux connaissances et techniques, et créer la richesse ; **en renforçant** l'interaction entre entreprises, entités d'enseignement et instituts de recherche et en faisant jouer leurs rôles respectifs aux secteurs publics et privés pour former des synergies afin de favoriser les avancées technologiques et le développement industriel des pays membres ; **en concevant** des projets de renforcement de capacités pour les techniciens sur le terrain et les agriculteurs, en ouvrant des écoles en ligne et sur le terrain destinées aux agriculteurs pour former des experts en technologies et des « makers » dans les zones rurales ; et **en coordonnant** les autres ressources internationales pour fournir un soutien aux femmes et aux jeunes ruraux, et former des champions dans le développement rural.

3.5 Créer une organisation internationale avec une gouvernance et une culture organisationnelle de classe mondiale

Les individus sont la clé de tous les succès. La FAO doit développer une nouvelle culture organisationnelle pour guider la gouvernance interne et le renforcement de la capacité, et stimuler l'esprit d'unité, d'intégrité et de diligence au sein de son personnel, pour pouvoir devenir une organisation internationale régénérée qui soit unie, efficace et pragmatique.

La FAO doit accorder la priorité à l'efficacité tout en tenant compte de l'équité pour accroître sa capacité de prestation. Le personnel de la FAO doit être évalué en fonction de ses prestations. Les systèmes d'évaluation effectifs des performances et de récompense doivent être établis afin de stimuler l'initiative et la créativité dans les rangs du personnel. La FAO doit aussi rester neutre, juste et libre de toute discrimination de race, sexe ou handicaps, et répondre aux questions de manque de représentation de certains pays et régions dans le recrutement de personnel. L'Organisation doit pratiquer la tolérance zéro dans le harcèlement, le harcèlement sexuel et l'abus de pouvoir.

La FAO doit préconiser l'« intervention rapide » dans son travail et renforcer sa capacité de réponse rapide. L'Organisation doit optimiser ses processus de travail, et afficher une nouvelle image, un nouveau style et de nouvelles capacités par le biais d'une réponse rapide et effective. Les cadres supérieurs doivent montrer l'exemple en incarnant l'esprit de service. Les colloques de représentants des pays membres de la FAO doivent être organisés tous les ans pour recueillir les informations et les opinions.

La FAO doit adopter une perspective globale et s'en tenir à un style de travail pragmatique pour améliorer ses capacités de service. L'Organisation doit renforcer les enquêtes et études, ainsi que la planification stratégique dans le développement de l'agriculture mondiale. Les bureaux sur le terrain dans différents pays doivent maintenir une interaction effective avec les gouvernements des pays hôtes pour rester au courant des préoccupations et des besoins des pays membres

et fournir des services ciblés.

La FAO doit adhérer à une philosophie centrée sur les personnes et accroître sa cohésion. L'Organisation doit améliorer la gestion interne, prêter attention à l'environnement de travail ; faire progresser la décentralisation tout en renforçant l'évaluation des performances ; faire pleinement jouer les caractéristiques individuelles tout en établissant un esprit d'équipe ; offrir des opportunités de développement pour les jeunes employés tout en valorisant l'expérience des cadres vétérans. Il est aussi proposé de créer un prix pour les « Dix meilleurs jeunes employés de l'année » et les « 100 meilleurs employés de l'année », et d'octroyer des certificats honorifiques au titre de la carrière.

Dans le but de parvenir à ces objectifs, je m'engage à contribuer à construire **une FAO ouverte et transparente** pour une communication opportune et facilitée entre l'Organisation et ses pays membres, et des processus décisionnels et des mécanismes de coordination qui soient transparents, précis, démocratiques et scientifiques ; **une FAO numérique** pour améliorer l'efficacité opérationnelle au moyen de l'informatique, et soutenir la gouvernance numérique pour l'alimentation et l'agriculture mondiale afin de fournir des services meilleurs au développement agricole, rural et des paysans ; **une FAO intégrée** pour faciliter le rôle plein et entier de tous les départements, bureaux et réseaux de programmes, et parvenir à des synergies à travers l'augmentation de la cohésion ; **une FAO coopérative** pour renforcer la collaboration entre la FAO, le FIDA et le PAM et la coopération horizontale avec les autres organisations des Nations unies pour une complémentarité

mutuelle et un service plus efficace aux pays membres ; et **une FAO digne de confiance** pour approfondir la coopération avec la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales et régionales, afin de financer le développement agricole, rural et des paysans à partir de multiples sources.

IV. Mon parcours de vie et mes aspirations

Devant la nouvelle situation de l'alimentation et l'agriculture dans le monde et les nouvelles attentes des pays membres, la FAO appelle à sa tête une personne énergique, visionnaire, expérimentée, bien informée, ouverte d'esprit, inclusive, dévouée, douée pour la communication, pour conduire l'Organisation à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

J'ai travaillé pour l'Académie des sciences agricoles de Chine (CAAS) pendant 25 ans, et j'en ai été le vice-président pendant 8 ans. La CAAS abrite plus de 40 instituts de recherche situés dans les zones tropicales, subtropicales, tempérées, froides et arides, et compte 20 000 employés avec un budget annuel de 3 milliards de dollars. J'étais en charge de la coopération internationale, des programmes et des finances, de la stratégie de recherche et de l'audit.

J'ai eu la chance de me servir de mon expertise dans les principales régions pauvres de Chine, de contribuer par mes propres forces à tirer de nombreux paysans de la pauvreté. J'ai aussi centré mes recherches sur l'amélioration génétique des cultures, et les petites semences que j'ai développées ont permis aux agriculteurs d'avoir des récoltes abondantes.

Par ailleurs, j'ai une connaissance approfondie de l'importance de la sécurité alimentaire. J'ai dirigé la création du Centre national pour le test de qualité et de sécurité des produits agricoles de Chine (un personnel de plus de 500 personnes), et introduit le système HACCP sur les produits agricoles. J'ai été aussi chargé de l'élaboration d'un système standard de qualité et de sécurité pour les produits agricoles, et contribué au lancement de la *Loi sur la qualité et la sécurité des produits agricoles* de Chine. J'ai profondément réalisé que la nourriture est essentielle à l'homme, mais la sécurité alimentaire est la première priorité.

Les réflexions permettent de déterminer les solutions et les progrès. Avant de rejoindre le ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales, j'ai occupé pendant 7 ans les fonctions de vice-gouverneur de la région autonome hui du Ningxia, une région pauvre et enclavée. C'est une province où coexistent en paix différentes ethnies et religions. Le Ningxia est soumis à un climat aride, avec moins de 200 mm de précipitations annuelles et un haut degré de salinité et d'acidité dans l'eau et le sol. Devant ces conditions, je me suis concentré sur la mise en place et la mise en œuvre des politiques de développement de l'agriculture efficace et économe en eau, et encouragé le développement des cultures spécifiques comme la baie de goji et la pomme de terre, et du bétail, ce qui a créé des opportunités plus grandes d'accroître les revenus des petits exploitants et éleveurs locaux.

J'ai de plus encouragé le développement de la transformation agroalimentaire et du tourisme, ce qui a effectivement fait évoluer les produits agricoles spécifiques du Ningxia en produits

du tourisme, évitant les transports sur de longues distances et augmentant la valeur ajoutée des produits. Un grand nombre de ruraux en ont bénéficié.

J'ai aussi travaillé en tant que responsable des ressources humaines de la Société de développement du projet des Trois Gorges, une entreprise géante avec des investissements de 60 milliards de dollars. J'ai dirigé mon équipe pour développer un plan innovant de ressources humaines concernant 30 000 employés de la société, notamment le système KPI, un manuel pour les employés et des programmes de développement des ressources humaines.

L'innovation donne naissance à des opportunités. La disparité considérable entre les zones urbaines et rurales dans de nombreux pays est chose commune, mais l'application de l'informatique peut fournir des solutions pour réduire le fossé. Quand j'ai été nommé vice-ministre de l'Agriculture et des Affaires rurales, j'ai aussi promu la connexion Internet haut débit dans les régions rurales et fait en sorte que chaque village de Chine soit couvert par le réseau. Sous ma direction, plus de 400 millions d'agriculteurs ont été formés pour accéder à des informations précises sur le marché, les technologies et la société et faciliter la production et le marketing, transformant ainsi leur smartphone en « nouvel instrument agricole ».

La réforme et l'ouverture de la Chine m'ont permis d'aller à l'étranger pour découvrir différents pays, leur agriculture et leur culture. J'ai participé activement à des échanges et programmes de coopération technologiques et économiques internationaux depuis 1985, et j'ai dirigé l'organisation des

événements de premier plan comme la Conférence mondiale sur la pomme de terre, la Conférence internationale sur le riz et la Conférence internationale pour la protection des plantes, chacune ayant réuni plus de 2 000 participants.

Ces dernières années, j'ai travaillé encore davantage dans la coopération agricole bilatérale et multilatérale, m'efforçant de contribuer au développement de l'agriculture mondiale. J'ai participé aux 10^e et 11^e Conférences ministérielles de l'Organisation mondiale du commerce, conçu le programme phare Chine-FAO pour la coopération Sud-Sud multilatérale dans l'agriculture, mis en œuvre la coopération économique et commerciale de l'agriculture de la Chine avec des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, lancé le modèle tripartite de coopération gouvernementale, industrielle et académique de la Réunion des ministres de l'Agriculture du G20 à Xi'an, et organisé des activités de marketing majeures, comme la Foire internationale de produits agricoles de Chine. Je suis convaincu que seule la communication permet d'accroître la compréhension mutuelle, que seule la coopération peut créer des solutions gagnant-gagnant, et que c'est seulement par l'unité et la collaboration entre tous les pays que nous pourrions réaliser la sécurité alimentaire et le bien-être des agriculteurs dans le monde.

FAO, me voici.

J'apporte ma passion et mon engagement en faveur de l'alimentation et l'agriculture mondiales, et du développement des agriculteurs dans le monde ; j'apporte mes idées et mes solutions pour régénérer la FAO. Je suis convaincu que la richesse

de mon expérience dans la gestion au niveau du gouvernement central, du gouvernement local, des instituts de recherche et de l'entreprise, ainsi que mon esprit d'entreprise et de créativité et mes concepts d'ouverture et d'inclusivité représenteront un atout unique pour assumer les fonctions de directeur général de la FAO.

Quand vous évaluerez mes performances à l'avenir, j'espère que vous réaliserez avec joie que je vais apporter avec tout le personnel que je dirigerai des changements nouveaux et dynamiques à l'Organisation, et apprécierez la coopération plus étroite et plus efficace entre la FAO et les gouvernements, les milieux académiques, le secteur privé, les organisations internationales et la société civile en faveur de la survie et du développement des agriculteurs dans le monde.

J'ai un visage asiatique et une âme asiatique, et un esprit et une aspiration internationaux. La vie est courte si on la rapporte à l'histoire. D'un pauvre village jusqu'à Rome, je chéris et je suis fier de cette chance qui m'est offerte de contribuer de toutes mes forces à l'alimentation et à l'agriculture mondiales. Face aux responsabilités et aux défis de ce poste, je suis convaincu que l'énergie et la persistance viennent à bout de tout, comme l'a dit un jour Benjamin Franklin. Je suis également conscient que Rome ne s'est pas construite en un jour. Je suis donc prêt à travailler sans relâche ensemble avec tout le monde, comme nous nous sommes tous engagés.

Donnez-moi une chance, et je vous rendrai une FAO dynamique pour un monde meilleur !

CURRICULUM VITAE

M. Qu Dongyu, vice-ministre de l'Agriculture et des Affaires rurales de Chine, est né à Yongzhou, dans la province du Hunan (Chine). Il a occupé des postes de direction dans des instituts de recherche, des gouvernements locaux et des grandes entreprises. Il se consacre depuis 33 ans à promouvoir le développement agricole et rural, la coopération et les échanges internationaux, l'innovation et la gestion scientifiques et technologiques, et comprend par conséquent parfaitement les exigences du développement agricole et les aspirations des agriculteurs à une vie meilleure. Il maîtrise parfaitement la chaîne mondiale du secteur agricole, et sait fédérer les esprits et passer aux actes dans des contextes multiculturels.

Né en octobre 1963.

Marié, père d'une fille.

Éducation

Octobre 2001 – avril 2002 MPA (Master of Public Administration), Université de Tsinghua, Beijing, Chine

Février 1996 Doctorat en sciences de l'agriculture et de l'environnement, Université de Wageningen, Pays-Bas

Juillet 1986 Master en génétique et culture des plantes, Académie des Sciences agricoles de Chine

Juillet 1983 Licence en horticulture, Université d'Agriculture du Hunan, Chine



Expérience professionnelle

Juin 2015 – jusqu'à présent Vice-ministre de l'Agriculture et des Affaires rurales de Chine

Mai 2011 – mai 2015 Vice-président de la Région autonome hui du Ningxia

Mai 2008 – mai 2011 Assistant du président de la Région autonome hui du Ningxia

Décembre 2001 – mai 2008 Vice-président de l'Académie des Sciences agricoles de Chine
(Mai 2005 – mai 2006) (Directeur adjoint des ressources humaines de la Société de développement du projet des Trois Gorges)

Juillet 1986 – avril 2002 Chargé de recherche, chercheur adjoint et chercheur, puis assistant du directeur général, directeur adjoint et directeur de l'Institut des légumes et des fleurs de l'Académie des Sciences agricoles de Chine



Capacités professionnelles et principales réalisations

Riches expériences dans la coopération agricole internationale et excellentes capacités à établir un consensus entre les parties prenantes

Grâce à une remarquable capacité de direction, M. Qu a réussi à promouvoir le dialogue et la coopération entre la Chine et les pays et organisations internationales concernés dans le domaine agricole. Il a également œuvré pour l'élaboration du plan d'action pour l'éradication de la faim et de la pauvreté dans le monde et la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il a rencontré plus de 200 invités d'honneur parmi lesquels de hauts dirigeants étrangers, des responsables d'organisations internationales et des PDG de sociétés transnationales. Ayant voyagé dans près de 100 pays, il a acquis une bonne connaissance du développement de l'agriculture et des régions rurales dans différentes régions du monde et il comprend particulièrement bien les exigences du développement des agriculteurs et des agricultures dans les pays en développement.



En étudiant de façon approfondie les besoins de développement agricole et de coopération économique et commerciale dans les pays concernés, M. Qu a élaboré une série de documents stratégiques importants, tels que le « XIII^e Plan quinquennal » de la coopération agricole internationale de Chine, les Perspectives et actions pour la promotion de la coopération agricole dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route », le Plan de coopération en matière de modernisation agricole dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine. M. Qu a mis en place des mesures concrètes et efficaces pour renforcer la coopération agroéconomique et commerciale entre la Chine et d'autres pays du monde.





M. Qu a une forte capacité à établir et à faciliter les agendas internationaux. Il a organisé des réunions et activités internationales de haut niveau telles que la Réunion des ministres de l'Agriculture du G20 (2016) et la réunion des ministres de l'Agriculture de Chine, des pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Toutes ces expériences montrent qu'il joue un rôle constructif dans la recherche d'un consensus et la promotion d'une gouvernance alimentaire et agricole mondiale.

M. Qu a participé en profondeur aux événements de mécanismes multinationaux tels que le Sommet ASEAN-Chine-Japon-République de Corée (10+3) et le Sommet Chine-PECO. Il s'est également impliqué dans les consultations et dialogues bilatéraux et l'élaboration de plans avec des pays tels que les États-Unis, la Russie, le Japon et l'Union européenne en ce

qui concerne la politique agricole, les relations économiques et commerciales, les sciences et technologies, la sécurité alimentaire et l'environnement écologique. Il a activement contribué à promouvoir la création et le fonctionnement du Centre CIP-China Center for Asia-Pacific (Beijing) et il est engagé depuis toujours dans la coopération multilatérale technico-scientifique entre la Chine et les agences internationales, notamment le CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale).

Se focalisant sur les besoins des pays en développement, M. Qu s'est efforcé de concevoir des projets phares de la coopération Sud-Sud entre la Chine et les organisations internationales telles que la FAO et la Banque mondiale. Il a initié et organisé la réunion de Changsha du Forum ministériel sur la Coopération Sud-Sud en matière agricole, qui a contribué à renforcer l'impact international de la coopération Sud-Sud.



Appliquer de façon novatrice les technologies de l'information pour stimuler le développement agricole et rural de la Chine

Il a initié l'élaboration d'un certain nombre de documents po-

litiques sur la planification du développement de l'agriculture numérique de Chine, le plan d'action triennal de l'agriculture moderne « Internet + » de Chine et les avis sur la mise en œuvre des mégadonnées de l'agriculture et des régions rurales de Chine.



Il a organisé la mise en œuvre du projet sur l'accès des foyers et des villages à l'information et du e-commerce en agriculture qui permet aux agriculteurs de partager des dividendes de l'agriculture numérique. Avec comme objectif de réduire la fossé informatique entre les zones urbaines et rurales, il a encouragé la création de plus de 200 000 agences d'information en faveur de l'agriculture dans 40 % des villages administratifs de Chine, facilitant considérablement la vente en ligne des produits agricoles des zones rurales et pauvres, et favorisant la connexion entre petits exploitants et grands marchés. En 2018, on estime que les ventes au détail en ligne des zones rurales ont dépassé 1 600 milliards de yuans, que les ventes en ligne de produits agricoles ont atteint près de 300 milliards de yuans et que les envois express ruraux se sont dénombrés à 12 milliards, représentant un quart de ceux réalisés sur l'ensemble du pays.

Clairvoyance et capacité de direction reconnue

M. Qu s'est engagé à améliorer la transparence du marché chinois des produits agricoles. Il organise chaque année la Conférence sur les perspectives agricoles de Chine, fait publier le Rapport sur les perspectives de l'agriculture de Chine pour la prochaine décennie et le Bilan de l'offre et de la demande des produits agricoles de Chine. Par ailleurs, il a présidé la publication de l'indice des prix de gros des produits agricoles de Chine, permettant de favoriser la stabilité du marché des produits agricoles en Chine.

Il a organisé l'amélioration du réseau de contrôle du marché dans plus de 600 grandes et moyennes villes chinoises afin de promouvoir le développement de l'agriculture urbaine moderne. Sous la direction de M. Qu, plus de 150 zones de produits agricoles de haute qualité ont été établies en Chine. Cela donne des exemples de réussite pour la mise en valeur des avantages comparatifs de diverses régions et la réalisation d'un développement différencié.

Avec son soutien, la Chine a mis en place des événements institutionnels tels que l'Exposition nationale de l'entrepreneuriat et de l'innovation en faveur de nouvelles technologies et de nouveaux agriculteurs et la Fête de la moisson des agriculteurs de Chine.



En utilisant de nouvelles technologies et de nouveaux modèles, il travaille pour promouvoir le développement coordonné des secteurs primaire, secondaire et tertiaire

dans les zones rurales, étendre la chaîne industrielle et bénéficier aux agriculteurs.

Au cours des 20 dernières années, il a dirigé la réforme institutionnelle d'un grand nombre d'instituts chinois de recherche agricole, la réforme du système agricole et du système de culture agricole, ainsi que la réforme du système culturel du Ningxia.



Le travail de M. Qu au sein des gouvernements locaux permet de promouvoir le développement innovant de l'agriculture, de la sylviculture, de l'élevage, de la pêche, de l'aide au développement, des sciences et technologies, de la culture et du tourisme dans les zones sous-développées.

Il a dirigé ou participé à l'élaboration de plus de 100 documents importants portant sur l'agriculture, les zones rurales,

l'aide au développement, les sciences et technologies, le tourisme, la culture, la réduction et la prévention des catastrophes naturelles et le développement des femmes dans le Ningxia. Cela a permis de promouvoir efficacement la réforme, le développement et le progrès socio-économique de cette région.



Il a promu l'élaboration d'une série de planifications et de plans d'action en faveur de l'agriculture moderne, des industries locales spécifiques et de l'aide au développement grâce à l'émergence industrielle dans le Ningxia. Il a donné la priorité au développement des industries spécifiques dont les céréales de haute qualité, les variétés de raisins, la pomme de terre et le goji pour faire sortir les agriculteurs de la pauvreté.

Il a redoublé d'efforts pour renforcer et coordonner la coopération ciblée entre les universités et les instituts de recherche des régions développées d'un côté, le Ningxia de l'autre côté, par le biais de la création conjointe de laboratoires et de stations d'expérimentation, de l'introduction du personnel qualifié et des hautes technologies appliquées afin de soutenir le développement de la région. Par ailleurs, il a encouragé les villes et les

districts du Ningxia de l'autre côté à créer des parcs forestiers de loisirs, a planifié le développement de l'industrie du sable et la restauration écologique, et a développé une agriculture hautement rentable et économe en eau, contribuant au développement durable.



M. Qu encourage le développement coordonné entre les différentes ethnies, religions et cultures. Il a fait créer des plateformes d'enrichissement mutuel, de confiance et d'entraide et mettre en place un programme de microcrédits afin de soutenir le développement des femmes dans les zones rurales. En outre, il a préconisé la combinaison entre l'agriculture et le tourisme et celle entre la culture et le tourisme, permettant de promouvoir le développement commun et la coexistence harmonieuse de différentes ethnies.

Une attitude scientifique et rigoureuse, des connaissances vastes et profondes, et une forte capacité de gestion

M. Qu a exercé la fonction de vice-président de l'Académie des Sciences agricoles de Chine pendant 8 ans, en charge de la coopération internationale, de la qualité et de la sécurité, des projets et des finances, de l'audit et de la supervision, ainsi que de la stratégie technico-scientifique. Il a créé le premier Institut

chinois de recherche sur les normes de qualité agricole et la technologie de contrôle au niveau national. Il s'est rendu à la tête d'experts dans les principales régions pauvres pour aider les agriculteurs à sortir de la pauvreté. Tout cela lui a permis d'acquérir des expériences de première main. Il faut souligner que M. Qu a présidé et promu plus de 20 projets nationaux de recherche scientifique et technologique et de grands projets de coopération scientifique et technologique internationaux multilatéraux et bilatéraux. Il a également lancé le projet international de séquençage du génome de la pomme de terre. Les résultats ont été publiés à la Une de la revue *Nature* en 2011.



M. Qu a occupé le poste de responsable du projet de coopération entre la Chine et le Centre international de la pomme de terre pendant cinq ans. Il a également été membre du comité exécutif du CGIAR. Actuellement, il est membre du conseil du Centre international de la pomme de terre. Il a pris part à la mise en application d'un certain nombre de projets de coopération internationale multilatérale, à savoir le projet du PNUD sur le renforcement des capacités de sélection des semences du nord de la Chine, le projet de la Banque mondiale sur le développement durable de la pêche dans les régions côtières

de la Chine. Il a initié l'organisation en Chine d'une vingtaine de conférences internationales comme le Congrès mondial de la pomme de terre, la Conférence internationale du riz et la Conférence internationale pour la protection des végétaux.

L'équipe de travail sous sa direction a publié plus de 70 articles importants en chinois et en anglais dans des revues telles que *Nature* et *Science*, ainsi que plus de 20 monographies. En 2006, il a remporté le Prix de l'industrie du Congrès mondial de la pomme de terre.

Récompenses

2010	Premier prix pour le progrès technico-scientifique du Ningxia de Chine
2007	Modèle national de la promotion des sciences et technologies agricoles
2006	Prix de l'industrie du Congrès mondial de la pomme de terre
2006	Top 100 des jeunes scientifiques en Chine
2005	Premier prix pour le progrès technico-scientifique du Heilongjiang de Chine

Langues

- Chinois (Langue maternelle)
- Anglais (Bonne maîtrise)
- Espagnol (Débutant)